

# Grève sociale pour dénoncer l'austérité

Les mesures d'austérité du gouvernement provincial ont des impacts considérables au sein des organismes communautaires du Granit. Mardi, leurs représentants ont sillonné plusieurs lieux publics afin de dénoncer une situation qui perdure depuis trop longtemps, lançant un cri d'alarme aux autorités concernées.

CLAUDIA COLLARD

Réunis sur le terrain du CSSS du Granit mardi matin avant d'entamer une tournée de visibilité dans différents commerces et institutions, les manifestants menaient leur action dans le cadre de la Campagne de mobilisation unitaire estrienne. La veille, une lettre avait été remise au député provincial Ghislain Bolduc, dans laquelle les organismes signataires, membres de la Corporation

de développement communautaire (CDC) du Granit, signalent que la dégradation des services publics a des répercussions majeures sur leurs organisations.

«De plus en plus de personnes n'ayant pu obtenir satisfaction, se tournent vers nous pour trouver soutien et assistance. Nous sommes le dernier filet social et à ce titre, il nous est humainement difficile de refuser d'accueillir toutes ces demandes. Or, malgré toute notre

bonne volonté, nous ne pouvons faire encore plus avec toujours moins», indique la missive.

Parmi les impacts des mesures d'austérité, de plus en plus de femmes qui se présentent affaiblies au Centre des Femmes, une nette augmentation du nombre de travailleurs à faibles revenus venant solliciter l'aide de la banque alimentaire et un manque de financement aux Soupapes de la Bonne humeur pour développer de nouveaux services permettant de briser l'isolement de la clientèle ayant souvent peu d'appartenance sociale ou professionnelle.

À l'Ensoleillée, un don de 100\$ du député a permis aux usagers de déguster un plat de ragout, perçu

comme un repas de fête par les membres. Or, le fait qu'un simple plat de bœuf soit perçu comme un luxe au Québec en 2016 est en soi inacceptable. À la Maison de la famille, l'augmentation de la clientèle vulnérable démontre à elle seule les lacunes du système public. Même chose pour Points Jeunesse, où les besoins en dépannage alimentaire sont grandissants.

«Les répercussions du sous-financement des organismes communautaires font en sorte que les ressources en place sont moins disponibles pour les démarches de concertation «à un moment où

il devient crucial de rester en lien avec nos partenaires pour ne pas reculer et retomber dans les travers du travail en silo», souligne la directrice générale de la CDC, Monique Lenoir. Dans ce contexte de fragilité sociale, les représentants d'organismes communautaires autonomes demandent un rehaussement significatif du financement et l'indexation des subventions à leur mission globale, la reconnaissance de l'action communautaire autonome comme moteur de progrès social et la fin des compressions dans les services publics et les programmes sociaux.



Photo Claudia Collard

Les manifestants, coiffés de casques gaulois pour symboliser leur résistance à l'endroit des mesures d'austérité. L'action de mardi débutait aux urgences du CSSS du Granit. A suivi une tournée de divers commerces et organisations. Les revendications prenaient la forme d'une chanson composée pour l'occasion.